



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/B/41(1)/L.3/Add.2
26 septembre 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Quarante et unième session, première partie
Genève, 19 septembre 1994

PROJET DE RAPPORT DU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
SUR LA PREMIERE PARTIE DE SA QUARANTE ET UNIEME SESSION

Rapporteur : M. Calson Mbegabolawe (Zimbabwe)

Additif

POINT 3 : RÔLE ET FONCTIONNEMENT DES RÉUNIONS DIRECTIVES DU CONSEIL

Orateurs : Indonésie (pour le Groupe asiatique)
Allemagne (pour l'Union européenne)
Suisse
Mexique
Norvège
Chine
République-Unie de Tanzanie

Note à l'intention des délégations

Le présent projet de rapport est un texte provisoire, qui est distribué aux délégations pour approbation.

Toute demande de modification doit être soumise, en anglais ou en français, au plus tard le vendredi 7 octobre 1994 à la

Section d'édition de la CNUCED
Bureau E.8106
Télécopieur : 907 0056
Téléphone : 907 5654

Chapitre II

MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS ADOPTEES PAR LA CONFERENCE A SA HUITIEME SESSION (Point 3 de l'ordre du jour)

Rôle et fonctionnement des réunions directives du Conseil du commerce et du développement

1. Pour l'examen de ce point, le Conseil était saisi du document suivant :
"Rôle et fonctionnement des réunions directives du Conseil du commerce et du développement" - note du secrétariat de la CNUCED (TD/B/41(1)/CRP.1).
2. En présentant la note susmentionnée, le Président a rappelé que la question du rôle et des fonctions des réunions directives du Conseil faisait l'objet de discussions depuis un certain temps déjà. Il avait généralement été estimé que les principes directeurs adoptés par le Conseil à la deuxième partie de sa trente-huitième session avaient besoin d'être précisés afin de rendre le mandat des réunions directives davantage conforme aux intentions exprimées dans l'Engagement de Carthagène.
3. Le porte-parole du Groupe asiatique (Indonésie) a dit que la note du secrétariat montrait clairement de quelle façon les réunions directives avaient fonctionné jusque-là. Ces réunions avaient joué un rôle utile, mais il était évident que leur fonctionnement devait être amélioré, tant sur les questions de procédure que sur les questions de fond. Evoquant les propositions faites par la Suisse, telles que reproduites dans la note du secrétariat, il s'est déclaré favorable à l'idée qu'il y ait deux types de réunion directive : i) des réunions directives de présession, qui régleraient les questions de procédure et les questions administratives; ii) des réunions directives organisées à intervalles réguliers, principalement sur des questions de fond et des questions d'orientation, s'agissant notamment de fixer des priorités entre les différentes questions de fond pour la meilleure utilisation possible des ressources disponibles. L'idéal serait que le secrétariat organise de telles réunions un ou deux mois avant la session ordinaire du Conseil. Enfin, le porte-parole a déclaré approuver la proposition de structurer les réunions directives de façon à permettre aussi la tenue des séances informelles.
4. Le porte-parole de l'Union européenne (Allemagne) a fait observer que la Conférence avait institué les réunions directives en vue de renforcer le rôle du Conseil. La note du secrétariat montrait bien les problèmes en jeu et

l'Union européenne partageait d'une manière générale les vues et les propositions avancées dans cette note par la délégation suisse, malgré quelques réserves. En outre, plusieurs renseignements pouvaient être tirés des réunions directives tenues récemment. Conformément aux paragraphes 11 et 12 des conclusions adoptées par le Conseil lors de l'examen à mi-parcours, l'Union européenne estimait que les réunions directives devraient renforcer le Conseil en soulageant les sessions ordinaires de l'examen d'un certain nombre de points et en s'occupant des questions qui exigeaient une attention urgente entre deux sessions ordinaires. Dans l'ensemble, le porte-parole jugeait positif le bilan des réunions directives de présession, comme en témoignait la récente septième réunion directive, qui avait permis aux délégations à Genève d'informer leurs capitales de l'état d'avancement de la préparation de l'actuelle session ordinaire du Conseil, facilitant ainsi le travail des représentants venant des capitales. En revanche, les réunions directives thématiques, à l'instar de la récente sixième réunion directive, n'avaient pas donné des résultats totalement satisfaisants ou probants. Cela pouvait tenir en partie au fait que la principale question de fond abordée à cette sixième réunion - l'examen général de la coopération technique - devait initialement être examinée lors d'une réunion directive prévue avant l'été. Le report de cette réunion à la semaine précédant la session ordinaire du Conseil avait rendu cette semaine extrêmement chargée. Le porte-parole considérait donc que les réunions directives entre les sessions consacrées à des thèmes spécifiques devraient être bien préparées à l'avance, s'agissant notamment de la distribution en temps voulu de la documentation, et traiter de questions ne nécessitant pas de consulter les capitales, afin que des décisions puissent être prises par le Conseil à la réunion même. Il partageait l'avis de la délégation suisse sur la tenue de séances informelles et sur le fait de limiter à une journée les réunions directives. A cet égard, il estimait que la réunion prévue en novembre/décembre 1994 sur le suivi du Symposium international des Nations Unies sur l'efficacité commerciale était un bon exemple de la façon dont les réunions directives devraient être préparées et fonctionner. En résumé, il jugeait dangereux d'inscrire à l'ordre du jour des réunions directives des questions exigeant une vaste discussion et des consultations auprès des capitales. Enfin, il reconnaissait que le moment était venu pour le Conseil de réexaminer les principes généraux régissant les

réunions directives et que, dans un premier temps, la question pourrait être renvoyée aux consultations mensuelles du Directeur chargé de la CNUCED.

5. Le représentant de la Suisse a dit que la note du secrétariat constituait une bonne base pour l'examen de la question et qu'il appuyait les propositions avancées concernant la poursuite des travaux à cet égard. Les autorités suisses restaient convaincues que les réunions directives étaient un excellent instrument de gestion et d'orientation, comme l'avait souligné le représentant de l'Indonésie. Pour sa part, le représentant estimait qu'une réforme par petites touches et par tâtonnements était la meilleure façon de procéder à l'amélioration du fonctionnement des réunions directives.

6. Le représentant du Mexique a dit que les réunions directives avaient déjà fait la preuve de leur valeur et de leur intérêt, mais que des améliorations étaient encore possibles. Il estimait toutefois que toute réévaluation du fonctionnement de ces réunions devrait être entreprise à la lumière de la révision de la durée et de l'orientation des sessions ordinaires du Conseil devant être réalisée par la Conférence à sa neuvième session. De l'avis de la délégation mexicaine, l'examen des questions de fond devrait être réservé aux seules sessions ordinaires du Conseil; les réunions directives devraient traiter de questions de procédure telles que l'inscription et le classement d'organismes intergouvernementaux et d'ONG, de questions administratives, de l'ordre du jour provisoire des sessions futures du Conseil, et du calendrier des réunions. A propos du paragraphe 10 de la note du secrétariat, le représentant doutait qu'il fût approprié d'examiner des questions de fond lors d'une réunion directive, l'expérience de la sixième réunion ayant montré qu'une journée n'était pas suffisante pour un tel examen, en particulier s'il devait y avoir des séances formelles et des séances informelles et si une décision devait être négociée. Aussi bien préparée fût-elle, une réunion de ce type devrait durer au moins deux jours, voire trois. Pour cette raison, la délégation mexicaine s'en tenait à l'opinion qu'elle venait d'exprimer. Enfin, elle appuyait la proposition de décision avancée par le secrétariat au paragraphe 15 de sa note.

7. Le représentant de la Norvège a dit que les sept réunions directives tenues depuis la huitième session de la Conférence étaient suffisamment riches en enseignements pour permettre au Conseil de redéfinir le rôle et les fonctions de ce mécanisme. Les réunions directives étaient non pas une fin en elles-mêmes, mais un moyen de faciliter le processus de décision du Conseil

entre deux sessions ordinaires. Le représentant estimait qu'elles devraient principalement traiter de questions administratives et être précédées de consultations informelles qui, le cas échéant, pourraient être les consultations mensuelles du Directeur chargé de la CNUCED. La neuvième session de la Conférence serait une autre occasion de revoir l'ensemble du mécanisme.

8. Le représentant de la Chine a dit que la note du secrétariat donnait aux délégations une vue d'ensemble systématique des réunions directives organisées depuis la huitième session de la Conférence. Il a rappelé que ces réunions avaient été créées pour accroître l'efficacité du Conseil et que leur rôle et leurs fonctions avaient été réaffirmés lors de l'examen à mi-parcours en mai 1994. L'expérience acquise jusque-là montrait qu'elles avaient été utiles et que le mécanisme était efficace et précieux. Précisément parce que ce mécanisme était relativement nouveau, son rôle et son fonctionnement devaient être constamment perfectionnés. L'examen à mi-parcours avait permis d'avancer quelques propositions utiles à cet égard, qu'il conviendrait d'examiner attentivement. En même temps, du fait que les réunions directives étaient étroitement liées aux sessions ordinaires du Conseil et que divers participants à l'examen à mi-parcours avaient recommandé de renvoyer à la neuvième session de la Conférence la question des modalités des sessions et du fonctionnement du Conseil lui-même, le représentant estimait d'une manière générale préférable de ne rien changer à la situation actuelle. Il reconnaissait néanmoins que les consultations mensuelles du Directeur chargé de la CNUCED devraient être mises à profit pour étudier l'ensemble de la question des réunions directives et des sessions ordinaires du Conseil en temps opportun pour faciliter les travaux à cet égard de la Conférence à sa neuvième session.

9. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a dit que sa délégation attachait une grande importance aux réunions directives et aux travaux de préparation de l'examen de cette question à la neuvième session de la Conférence. Il considérait que toute décision sur ce sujet devrait être approuvée par la Conférence. Enfin, il partageait l'avis que la question pouvait être examinée plus avant dans le cadre des consultations mensuelles du Directeur chargé de la CNUCED.

Décision du Conseil

10. A sa 850ème séance, le 23 septembre 1994, le Conseil a décidé, compte tenu de la nécessité de poursuivre un vaste échange de vues sur la question, de demander au Directeur chargé de la CNUCED d'inscrire la question à l'ordre du jour de consultations mensuelles futures, et il a instamment demandé aux délégations de soumettre, entre-temps, leurs observations et leurs vues par écrit au secrétariat.
